

# On tue dans les rues d'Alexandrie

## 77 EUROPEENS ONT ETE VICTIMES DES INDIGENES

Londres, 23 mai. — On mande d'Alexandrie à l'agence Reuters que la situation est grave. Le bruit qu'un Grec avait tué un indigène a provoqué un attrait contre les Grecs et les autres Européens. Il y aurait de nombreux tués et les voitures d'ambulance ont circulé toute la nuit, transportant des blessés à l'hôpital.

La foule a brisé les vitrines des magasins européens, depuis hier soir, à 23 heures, jusqu'à ce matin à 2 heures. Les Européens se sont réfugiés au siège des autorités locales et ont demandé à celles-ci qu'on les protégeât ou qu'on leur permit de se protéger eux-mêmes.

La fusillade continue. Les étudiants et les indigènes ont attaqué les Européens. De nombreux locaux ont été incendiés et l'on craint que plusieurs personnes n'aient succombé dans les flammes.

Des troupes anglaises sont arrivées. Au cours des troubles de la nuit dernière il y a eu 5 Européens tués et 72 blessés. Les troubles se sont prolongés jusqu'à midi aujourd'hui.

# Un mort vivant

## SA MERE, COMPLICE, TOUJOURS EN PENSION

Bordeaux, 23 mai. — Au début de la guerre, Henri Blaiseau, de Mantes, fut incorporé au 28 d'artillerie coloniale. Il perdit son régiment en Belgique, franchit les lignes allemandes et se rendit dans les Ardennes, où un maire lui fournit des papiers au nom d'un de ses domestiques, Germain. Il réussit à passer la frontière le 2 mars 1915, regagna la France en passant par l'Angleterre et contracta un engagement dans l'artillerie, à Châlons-sur-Marne.

Le 26 avril 1917, au cours d'une permission, il contracta mariage sous le nom de Germain Démobilisé, il vint se fixer près de Saint-André-de-Cubzac, où sa mère vint le rejoindre.

Entre temps, celle-ci avait fait confier judiciairement par le tribunal de Mantes la mort d'Henri Blaiseau, alors qu'elle le savait parfaitement vivant, puisqu'il lui avait rendu visite peu après sa rentrée en France; puis elle avait fait liquider sa pension fixée à 1.200 francs et en avait touché les arrérages.

Sur dénonciation des voisins, le parquet fut saisi et la brigade mobile a ouvert contre Blaiseau et sa mère une enquête pour escroquerie, faux et usage de faux.

# Enseveli dans un puits

## à 10 mètres sous terre

### ON OUVRIT RESTA AINSI 16 HEURES

Châteauneuf, 23 mai. — Un puitsier d'Ilers, M. Marcel Thion, 18 ans, aidé de M. Lousin, installa hier soir, une pompe dans un puits profond de 10 mètres, au hameau de la Sandrière, commune de Verrières. Les verrières, un éboulement se produisit, ensevelissant à dix mètres du sol M. Thion.

Son compagnon courut prévenir le maire, M. Billard, qui, par téléphone, avisa M. Marianne, sous-préfet de Châteauneuf.

Celui-ci fit partir immédiatement un détachement du 50<sup>e</sup> de chars d'assaut et réclama dix secours au 1<sup>er</sup> régiment Versailles, qui envoya un détachement en automobile.

Les travaux de déblaiement furent continués par des ouvriers puisés au dépôt de Versailles arrivés et, trois heures plus tard, le jeune Thion, qui avait protégé un enchevêtrement de traverses, fut retiré du puits sain et sauf, mais avec de nombreuses contusions.

Le docteur Lorient, de Brou, après lui avoir prodigué les premiers soins, l'a fait admettre à l'hôpital de Verrières.

M. Marianne a chaleureusement félicité les sauveteurs militaires et civils.

# La pêche à l'explosif

## a fait deux victimes

### IL S'AGIT D'UN COMMOIS, DONT LETAT EST TRES GRAVE

Dans le but de se livrer à la pêche à l'explosif, quelques habitants de Comines s'étaient rendus, dimanche dernier, sur les berges de la ferme Parent et là, se disposaient à faire une véritable hécatombe des poissons qui s'y trouvaient. L'un des hommes ayant explosé brusquement, deux des pêcheurs furent grièvement atteints par ses éclats. M. Gustave Corticoussé, 36 ans, blessé au ventre, au cou, à l'œil gauche et à la poitrine, se trouva dans un état désespéré. Le cas de l'autre victime, M. Henri Deshayes, 30 ans, qui avait l'avant-bras droit à été écorché, est également jugé très grave à l'hôpital de la Charité à Lille, où il a été traçé port.

# L'Exposition canine au Palais-Rameau

## CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Sur les instances d'un certain nombre d'exposants et pour leur donner satisfaction, le Comité a bien voulu reporter au 30 mai, à midi, la clôture des inscriptions.

Il espère que les exposants n'attendront pas cette date d'extrême limite pour envoyer les chiens et les informer que celles qui parviendront par la suite seront rigoureusement refusées, attendu que le temps matériel manquerait pour l'impression du catalogue.

Envoi immédiatement au Secrétariat, 21, rue de la Terrasse, à Lille.

FEUILLETON DU REVUE DU NORD. — No 43

# VOLEURS de Femmes

## GRAND CINE-ROMAN EN DOUZE EPISODES

### ADAPTE PAR PAUL D'IVOI & LOUIS D'HEE

#### SIXIEME EPISODE

# ZARA TRIOMPHE

Morgan attendit quelques instants que le bruit de la poursuite se fût éloigné.

— Payons d'audece, proposait-il. Cela seulement peut nous sauver. Nos ennemis se sont disséminés dans toutes les directions, rebroussez chemin ! Le passage est libre. Revenons dans la cave et essayons de sortir par le château.

La tactique était osée, mais logique et juste et les trois fugitifs s'y conformèrent. Ils ne rencontrèrent pas un seul hélicoptère, cette fois-ci, et franchirent la porte à l'aveugle et se dirigèrent vers le château.

La tactique était osée, mais logique et juste et les trois fugitifs s'y conformèrent. Ils ne rencontrèrent pas un seul hélicoptère, cette fois-ci, et franchirent la porte à l'aveugle et se dirigèrent vers le château.

— Une sentinelle ! souffla-t-il.

Tous trois se tapèrent dans un coin, mais n'y restèrent pas longtemps.

— Le bandit qui avait dit d'attendre quelque chose d'insolite, il appelait à l'aide. Nos fugitifs ne comprennent pas ses appels criés dans une langue inconnue. Ils discernèrent seulement qu'ils étaient découverts et que le danger pressait.

— Sauvons-nous ! commanda Morgan, aidant Ruth à courir.

Ils revinrent dans la grande salle. Un escalier rudimentaire se trouva devant eux. Ils en gravirent rapidement les marches. A peine se trouvaient-ils sur une sorte de vaste plateau encombré d'objets hélicoptères, que des clamours éclatèrent sous eux. La sentinelle, secondée par quelques nègres et des Arabes, allaient les assaillir.

Les trois premiers qui tentèrent de monter l'escalier furent contraints de se reculer sous l'avalanche de grosses pierres que Morgan et Bob firent dégringoler vers eux.

Ruth, la seule, eut le temps de se retourner et l'avait lancé de toutes ses forces sur un autre bandit qui avait tenté d'escalader les marches. Le nègre hurlant, avait été comme balayé de l'escalier. La troisième jeune mariée, brandissant un autre tonneau, se précipita vers un tonneau d'huile projetée, à cet effet, et se servit de leurs fusils.

Morgan, habillé au commandement, s'écria :

— Où se trouve la cellule d'Eleanor ?

— Tout au fond dans la tour, à votre gauche, avait répondu Ruth.

Les bandits avaient esquissé un mouvement de retraite. A part deux, ils coururent vers « l'arsenal », sans doute pour y prendre des munitions ou pour prévenir leurs chefs.

James profita de cette accalmie favorable.

— Je vais me risquer à rejoindre Eleanor. Il faut, tout au moins, qu'elle sache que je suis venu et que les secours sont inmanquables !

— Oui ! répondit Norton. Courage ! Confiance !

L'aviateur avait avisé une porte derrière eux.

— Voyez donc, conseilla-t-il, si vous ne pouvez pas atteindre le toit en passant par là. Vous pourriez vous y mettre facilement en sécurité en encombrant le passage ou en barricadant la porte. Moi, je vais redescendre pour essayer de sauver ma fiancée.

# Trois ministres à Valenciennes

## MM. LOUCHEUR, DANIEL-VINCENT ET BERARD VIENDRONT SOUS PEU DANS NOTRE VILLE.

Nous croyons pouvoir annoncer que M. Loucheur, ministre des R. L., viendra à Valenciennes le 5 juin, une réunion des commerçants et industriels, à Valenciennes. Il y aurait, à cette occasion, un grand banquet à l'Hôtel du Commerce.

D'autre part, M. Daniel Vincent, ministre du Travail, viendrait le 13 juillet présider la distribution des prix au Lycée Wallon. Il irait, le même jour, visiter Anzin.

Enfin, MM. Berard, ministre de l'Instruction publique, et Daniel Vincent, déjà nommé, assisteraient à l'une des fêtes de Wateau.

# Lille, station de tourisme

Paris, 23 mai. — L'Office public un décret érigeant la ville de Lille en station de tourisme, et en faisant de cette ville une Chambre d'industrie touristique.

# L'AFFAIRE DES SACS A TERRE

## LEVY, GUERMONPREZ ET CRESPIN PARTENT ALJOURD'HUI POUR DOUAI

Les confecteurs Isidore Levy, Guernonprez et Crespin, tous trois inculpés de fabrication de sacs à terre, doivent quitter Lille, demain dans le courant de la journée, à destination de Douai, où ils vont se constituer, en attendant leur comparution devant la Cour d'assises.

Contrairement à l'habitude, ces messieurs n'effectueront pas le voyage en cellule. Une auto les conduira à destination. Ils voyageront en compagnie de gendarmes.

Quant à l'arrêt, un complément d'information ayant été ordonné en ce qui concerne, il restera momentanément à Lille en attendant les décisions ultérieures du Parquet.

# Le Dépôt des dossiers de dommages de guerre

## LES SINISTRES ONT JUSQU'AU 1er AOUT 1921

Nous avons annoncé que les sinistrés avaient jusqu'au 1er août 1921 pour déposer leurs demandes, qu'il s'agisse de dossiers nouveaux ou de compléments de déclarations provisoires. Voici le texte de la loi votée à ce sujet par le Sénat le 7 mai courant (Journal Officiel du 8 mai, page 5.554).

Article unique. — L'article 1er de la loi du 5 août 1920, modifié par la loi du 26 novembre 1920, est modifié comme suit :

Article 1er. — Les demandes prévues par les articles 15 et 24 de la loi du 17 avril 1919, ainsi que les demandes en non fondées sur l'article 57 de la même loi, devront être déposées avant le 1er août 1921. Passé cette date, l'action en réparations des dommages de guerre ne sera plus recevable.

« Les juridictions compétentes pourront, toutefois, en usage de ce pouvoir avec réserve, relever de cette date les dossiers qui justifient qu'il leur a été matériellement impossible de présenter leur demande dans le délai ci-dessus.

« Les sinistrés qui ont fait usage de la faculté de déposer des demandes provisoires ont, jusqu'au 1er août 1921, pour compléter leur dossier ».

Nous croyons devoir ajouter qu'aucune restriction n'est apportée au droit qui appartient aux sinistrés de modifier leurs dossiers jusqu'au jour de leur examen par la commission cantonale.

# Cour d'Assises du Nord

## La SESSION SUPPLEMENTAIRE de JUIN

Une session supplémentaire de la Cour d'Assises du Nord aura lieu, le lundi 6 juin prochain, voici la liste des jurés qui seront appelés à juger.

Jurés titulaires. — MM. Jules Malesy, cultivateur, à Bousieppe. — Henri Mazingue, boulanger, à Mastaing. — Henri Hollebecq, cultivateur, à Valenciennes. — Henri Delaoutre, sans profession, à Mouchin. — Jean-Joseph Gussignard, cultivateur, à Avrain. — Alexandre Montagne, négociant, à Reuilly. — Victor Saloo, directeur de Blature, à Houplines. — Auguste Delahay, cultivateur, à Gonnelieu. — Julien Diers, négociant, à Dunkerque. — Maurice Puvion, architecte, à Cambrai. — Julien Delcroix, négociant, à Lille. — Alphonse Parent, industriel, à Saint-André. — Paul Mathelin, verrier, à Erbeville. — Gustave Plohier, propriétaire, à Steenwerck. — Gaston Lefebvre, rentier, à Haubourdin. — Emile Davion, rentier, à Rosendael. — Paul Corion, cultivateur, à Marquette. — Albert Goussier, négociant, à Villers-Outréau. — Edouard Girard, rentier, à Landreocelles. — Jules Desailles, rentier, à Halluin. — Jean Lecomte, représentant, à Mouscron. — Léopold Figeol, rentier, à Ligny. — Constant Mériaux, cultivateur, à Avesnes-sur-Aubert. — Napoléon Lecomte, cultivateur, à Boudoues. — Edouard Bras, cultivateur, à Solesmes. — Jules Lefebvre, industriel, à Estreux. — Lucien Carboney, rentier, à Borsilly. — Léopold Figeol, rentier, à Ligny. — Marcel Noche, propriétaire, à Ancoing. — Louis Billoinnet, propriétaire, à Dunkerque. — Lucien Dupuis, cultivateur, à Hergnies. — Gustave Besaurepère, comptable, à Ancoing. — François Morelle, cultivateur, à Ronchin. — Aimable Dordain, rentier, à Proviville. — Victor Decès, corroyeur, à Lille.

Jurés supplémentaires. — MM. Charles Berlin, ancien maire de Douai. — Cyrille Bardoux, agent administratif, à Douai. — Raoul Dubron, principal clerc de notaire, à Douai. — Georges Defolre, brasseur, à Douai.

# IV. — PERDUS DANS LES AIRS

Lorsqu'ils débouchèrent dans la vaste salle du château, ils eurent recours à une prudence extrême. James Morgan, lui seul, se risqua en rampant, avec des ruses de sauvage. Bientôt, il se leva et fit signe à ses amis de le suivre. Le bâtiment semblait inhabité.

— Essayons de sortir, chuchota l'officier. Bob, qui connaissait les lieux, prit la tête. Personne dans le corridor qu'ils suivirent ; pas la moindre trace de bandits dans l'arsenal qu'ils traversèrent. James se saisit d'un fusil, mais ne trouvant pas de cartouches, il le laissa pour ne pas perdre de temps. Ils étaient dans l'entree, sous une voûte large. La porte de sortie était devant eux. Bonheur ! Elle paraissait entrouverte.

Norton, avec précaution, passa la tête au dehors. Brusquement, il fit un saut en arrière.

— Une sentinelle ! souffla-t-il. Tous trois se tapèrent dans un coin, mais n'y restèrent pas longtemps.

— Le bandit qui avait dit d'attendre quelque chose d'insolite, il appelait à l'aide. Nos fugitifs ne comprennent pas ses appels criés dans une langue inconnue. Ils discernèrent seulement qu'ils étaient découverts et que le danger pressait.

— Sauvons-nous ! commanda Morgan, aidant Ruth à courir.

Ils revinrent dans la grande salle. Un escalier rudimentaire se trouva devant eux. Ils en gravirent rapidement les marches. A peine se trouvaient-ils sur une sorte de vaste plateau encombré d'objets hélicoptères, que des clamours éclatèrent sous eux. La sentinelle, secondée par quelques nègres et des Arabes, allaient les assaillir.

Les trois premiers qui tentèrent de monter l'escalier furent contraints de se reculer sous l'avalanche de grosses pierres que Morgan et Bob firent dégringoler vers eux.

Ruth, la seule, eut le temps de se retourner et l'avait lancé de toutes ses forces sur un autre bandit qui avait tenté d'escalader les marches. Le nègre hurlant, avait été comme balayé de l'escalier. La troisième jeune mariée, brandissant un autre tonneau, se précipita vers un tonneau d'huile projetée, à cet effet, et se servit de leurs fusils.

Morgan, habillé au commandement, s'écria :

— Où se trouve la cellule d'Eleanor ?

— Tout au fond dans la tour, à votre gauche, avait répondu Ruth.

Les bandits avaient esquissé un mouvement de retraite. A part deux, ils coururent vers « l'arsenal », sans doute pour y prendre des munitions ou pour prévenir leurs chefs.

James profita de cette accalmie favorable.

— Je vais me risquer à rejoindre Eleanor. Il faut, tout au moins, qu'elle sache que je suis venu et que les secours sont inmanquables !

— Oui ! répondit Norton. Courage ! Confiance !

L'aviateur avait avisé une porte derrière eux.

— Voyez donc, conseilla-t-il, si vous ne pouvez pas atteindre le toit en passant par là. Vous pourriez vous y mettre facilement en sécurité en encombrant le passage ou en barricadant la porte. Moi, je vais redescendre pour essayer de sauver ma fiancée.

# DERNIERE HEURE

# L'Allemagne a refusé "d'éteindre un foyer de troubles dangereux pour la paix générale"

## La France lui avait demandé de prendre les mesures nécessaires en Haute-Silésie et c'est là la guerre qu'elle y a portée.

Berlin, 23 mai. — L'ambassadeur de France à Berlin a remis, le 21 mai, une note au chancelier d'Empire, dans laquelle il constatait que les mesures en vue d'empêcher la formation de corps francs et leur transport en Haute-Silésie, ont été prises trop tardivement pour réaliser le but poursuivi.

La note signale la présence de différentes unités constituées sur le territoire de Haute-Silésie. Les corps francs rassemblés dans la région de Kreuzbourg, sous le commandement du général von Arnim, seraient formés de 3.000 hommes. De même la présence du corps franc von Aulok est signalée près d'Oppeln, et celle du corps franc Schmidt, près de Krappitz. Le groupe Ratibor qui publie un bulletin journalier, disposerait de plus de 2.000 hommes et de plusieurs canons.

La note demande la fermeture immédiate de la frontière entre l'Allemagne et le territoire plébiscitaire, comme l'a fait de son côté le gouvernement polonais. Elle demande ensuite que les instructions soient transmises aux autorités compétentes, afin de faciliter la tâche de la commission interalliée pour le ravitaillement de la population.

Enfin la Reichsbank doit être invitée à envoyer immédiatement et sans condition, en Haute-Silésie, les fonds nécessaires au paiement des ouvriers. Si les salaires échus continuent à être retenus, le gouvernement allemand ne pourrait que difficilement se soustraire au reproche de tendre impossible la reprise générale du travail et de prolonger l'état d'anarchie que la commission interalliée s'efforce de réprimer.

L'ambassadeur de France déclare agir sur l'ordre de son gouvernement, et attire l'attention du chancelier d'Empire sur ces différents points; il ne doute pas qu'il les examinera avec l'esprit de conciliation qui marque sa politique, et avec le désir de contribuer à éteindre un foyer de troubles dangereux pour la paix générale.

# L'Allemagne estima que la population de Haute-Silésie se trouve en état de légitime défense.

Dans sa réponse, le gouvernement allemand rappelle les mesures prises par lui contre la formation de corps francs en territoire allemand, et contre leur passage en territoire plébiscitaire. Les mesures d'auto-protection, ajoute-t-il, que la population de Haute-Silésie menacée dans sa vie et dans ses biens, par suite du défaut de toute protection par les troupes allemandes, trouvant en état de légitime défense contre les insurgés polonais, a été obligée de prendre, sont tout autre chose.

Le gouvernement allemand n'a aucune influence sur ces mesures d'auto-protection dans un territoire qui est soumis à l'administration de la partie chargée de la surveillance du côté allemand de la ligne frontière du territoire occupé, ont été considérablement renforcés.

Il est possible que le gouvernement polonais ait décrété la fermeture de sa frontière, mais en fait, cette frontière est complètement ouverte. Chaque jour les troupes allemandes, en entrant en Haute-Silésie, de même que des munitions et du matériel.

D'accord en cela avec l'ambassadeur de France, la note constate avec satisfaction, que la commission interalliée est seule responsable du maintien de l'ordre et de la tranquillité en Haute-Silésie. L'état d'anarchie dont il est question dans la note française, et qui régnait depuis trois semaines en Haute-Silésie, est en contradiction avec les conditions dans lesquelles le président de la commission interalliée a pris en février de l'an dernier l'administration de ce pays prospère.

Le rétablissement de l'ordre n'est pas, comme l'indique la note française, une question de commission allemande en Haute-Silésie, la volonté formelle de leurs gouvernements de faire procéder à l'évacuation par les troupes alliées du bassin industriel haut-silésien, au cas où les attaques des volontaires allemands se poursuivraient. Cette attitude évasive n'a été le but poursuivi. Les attaques sur Gross-Streitz ont cessé hier et n'ont pas été reprises.

# M. Briand a causé avec l'ambassadeur allemand

Paris, 23 mai. — M. Briand, président du Conseil, a reçu ce soir M. Mayer, ambassadeur allemand, qu'il avait mandé au ministère des Affaires étrangères.

Les représentants alliés, anglais, français et italiens, ont signé le 21 mai, à Paris, un communiqué dans lequel, la volonté formelle de leurs gouvernements de faire procéder à l'évacuation par les troupes alliées du bassin industriel haut-silésien, au cas où les attaques des volontaires allemands se poursuivraient. Cette attitude évasive n'a été le but poursuivi. Les attaques sur Gross-Streitz ont cessé hier et n'ont pas été reprises.

Les pirates revenaient à l'assaut. Tandis que Bob allait soulever la trappe derrière eux, Ruth et le nègre eurent le temps de se retourner et l'avait lancé de toutes ses forces sur un autre bandit qui avait tenté d'escalader les marches. Le nègre hurlant, avait été comme balayé de l'escalier. La troisième jeune mariée, brandissant un autre tonneau, se précipita vers un tonneau d'huile projetée, à cet effet, et se servit de leurs fusils.

Morgan, habillé au commandement, s'écria :

— Où se trouve la cellule d'Eleanor ?

— Tout au fond dans la tour, à votre gauche, avait répondu Ruth.

Les bandits avaient esquissé un mouvement de retraite. A part deux, ils coururent vers « l'arsenal », sans doute pour y prendre des munitions ou pour prévenir leurs chefs.

James profita de cette accalmie favorable.

— Je vais me risquer à rejoindre Eleanor. Il faut, tout au moins, qu'elle sache que je suis venu et que les secours sont inmanquables !

— Oui ! répondit Norton. Courage ! Confiance !

L'aviateur avait avisé une porte derrière eux.

— Voyez donc, conseilla-t-il, si vous ne pouvez pas atteindre le toit en passant par là. Vous pourriez vous y mettre facilement en sécurité en encombrant le passage ou en barricadant la porte. Moi, je vais redescendre pour essayer de sauver ma fiancée.

# Les alliés vont intervenir auprès de l'Allemagne

## A Paris et à Londres, il a été parlé de représailles aux ambassadeurs

Paris, 23 mai. — Le tour pris par les événements de Haute-Silésie à la suite de l'attaque, samedi, par les forces allemandes en direction de Gross-Streitz, a fait l'objet aujourd'hui des préoccupations des milieux politiques et diplomatiques. A la Chambre de nombreux députés estiment le moment venu pour le Gouvernement, de prendre des mesures énergiques.

M. Briand, qui depuis samedi soir, était à la campagne, où il méditait à loisir sur les graves problèmes politiques actuellement posés, est rentré ce soir, à 9 heures, au quai d'Orsay, où il a conféré immédiatement avec son principal collaborateur, M. Berthelot, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Pendant plus de deux heures, le président du Conseil s'est entretenu avec M. Berthelot, il a pris notamment connaissance d'une commission général Le Rond, président de la commission interalliée d'Oppeln, dépêche montrant que, depuis dimanche, l'attaque allemande avait cessé à la suite d'une démarche collective des représentants des trois puissances à la haute commission auprès du représentant allemand, M. de Moltke, commissaire intérimaire allemand en Haute-Silésie.

En dépit de ces premiers résultats satisfaisants, M. Briand a estimé nécessaire une intervention directe des puissances alliées auprès de l'Allemagne.

Après avoir reçu à 7 heures M. Loucheur ministre des Régions libérées, un arrivail de Bruxelles, où évidemment il avait conféré avec le gouvernement belge de la situation en Haute-Silésie, à laquelle s'intéresse tout particulièrement notre allié belge, M. Briand a passé à la Chambre de l'Orsay, sous la conduite du lieutenant M. Mayer, ministre des Affaires étrangères, les affaires par la force. La police les a fait reculer.

A Neisse, près d'Oppeln, le corps bavarois Oberland, s'est attaqué au bureau du Parti socialiste majoritaire et a menacé le secrétaire d'un syndicat de le fusiller. La police a dû intervenir.

« La Freiheit » se demande comment le gouvernement bavarois, qui crée le mouvement militaire, dont les nouvelles de ces derniers jours accusent l'importance, songerait-il sérieusement à désarmer les gardes civiques.

# Que va faire la France ?

## La Chambre voudra sans doute le savoir aujourd'hui

Paris, 23 mai. — Les événements qui se déroulent en Haute-Silésie sont de nature à modifier le caractère du débat de politique extérieure qui reprend demain. Les interpellateurs ont, dans les séances de jeudi et vendredi, traité presque exclusivement la question des réparations. Aujourd'hui, les questions de politique intérieure s'entrelient avec les députés de la situation en Haute-Silésie et des diverses éventualités que le Gouvernement français devait envisager.

Le premier interpellateur inscrit, Vincent Auriol, député socialiste de la Haute-Silésie, a demandé au Gouvernement de discuter le problème des réparations, à même déclaré cet après-midi que demain, la Chambre désarmerait surtout connaître l'attitude que la France adopterait en présence de l'attaque allemande de Gogolin, et que prochainement il renoncera à intervenir dans le débat, se réservant de développer un autre jour ses considérations financières.

Huit autres interpellateurs peuvent encore demain prendre la parole, notamment MM. Regat et Lorin, qui visent spécialement le Gouvernement allemand.

M. Aristide Briand jugera-t-il le moment opportun pour parler ? Attendra-t-il Auriol pris des décisions avant la séance de demain ? Ce sont des points d'interrogation que se posent ce soir les habitués du Palais National.

Quoi qu'il en soit, la salle, demain, sera trop petite pour contenir tous ceux qui voudront entrer. Aussi, bravant l'orage, de pauvres gens, hommes et femmes, font déjà la queue devant la grille du Palais National, résolu à passer 24 heures à la belle étoile, pour vendre leurs pièces très cher demain.

# Une menace des Alliés a atteint son but

Oppeln, 23 mai. — Les représentants alliés, anglais, français et italiens, ont signé le 21 mai, à Paris, un communiqué dans lequel, la volonté formelle de leurs gouvernements de faire procéder à l'évacuation par les troupes alliées du bassin industriel haut-silésien, au cas où les attaques des volontaires allemands se poursuivraient. Cette attitude évasive n'a été le but poursuivi. Les attaques sur Gross-Streitz ont cessé hier et n'ont pas été reprises.

# M. Briand a causé avec l'ambassadeur allemand

Paris, 23 mai. — M. Briand, président du Conseil, a reçu ce soir M. Mayer, ambassadeur allemand, qu'il avait mandé au ministère des Affaires étrangères.

Les représentants alliés, anglais, français et italiens, ont signé le 21 mai, à Paris, un communiqué dans lequel, la volonté formelle de leurs gouvernements de faire procéder à l'évacuation par les troupes alliées du bassin industriel haut-silésien, au cas où les attaques des volontaires allemands se poursuivraient. Cette attitude évasive n'a été le but poursuivi. Les attaques sur Gross-Streitz ont cessé hier et n'ont pas été reprises.

# Une évolution s'est faite dans l'opinion anglaise

Londres, 23 mai. — Les explications du premier ministre et des efforts de la diplomatie anglaise, ont amené une évolution dans l'opinion britannique, évolution qui a

recula précipitamment pour ne pas être aperçue et, alors, son regard rencontra quelque chose de normal, de presque naturel, d'insensé ! Elle resta figée de surprise, d'étonnement joyeux !

— Sauvés ! cria-t-elle. Nous sommes sauvés !

Bob en était à son troisième bloc de pierre qu'il projetait sur les pirates s'acharant à le rejoindre quand même par l'étroit escalier. Bientôt, il ne pourrait plus disposer que de ses poings pour arrêter les assaillants.

— Sa fiancée était derrière lui à le tirer par les bras répétant avec véhémence, pour l'obliger à lui obéir :

— Regardez !... Mais regardez donc !

Devant eux, retenus par un câble supportant les antennes de la télégraphie sans fil, le ballon captif des « Voleurs de Femmes » faisait un gros noeud grise sur l'azur blouissant du ciel !

— Ils ne prononcèrent pas une parole. Ils étaient comblés ! Ils couraient, rapides, vers la grosse tour. Bob fit la courte échelle. Miss Storrow, peina à atteindre le sommet et s'y maintint.

— Installez-vous ! cria Norton. Je vais à la trappe pour projeter mes dernières munitions et je vous rejoins !

Il arriva à l'ouverture en même temps qu'un nègre émergé de l'escalier. Bob le poussa et se précipita à toutes ses forces, balayant ceux qui venaient à la rescousse, blouissant et s'y maintint.